forumafricain du carbone

www.africacarbonforum.com

4 - 6 juillet 2011 Marrakech, Maroc Palais des Congrès

Un accès direct aux MDP en Afrique

Marrakech + 10

Accueilli par le Secrétariat d'Etat chargé de l'Eau et de l'Environnement du Maroc :

Organisé conjointement par :





















Bienvenue au Forum Africain du Carbone 2011!

Dans le prolongement du succès de la deuxième édition du Forum Africain du Carbone qui s'est tenue l'année passée à Nairobi au Kenya et a rassemblé plus de 1000 participants venant de 70 pays, les organisateurs ont le plaisir de vous convier à cette troisième édition, à l'endroit même où ont été lancés le Mécanisme de Développement Propre (MDP) il y a près de dix ans.

Les objectifs du Forum Africain du Carbone :

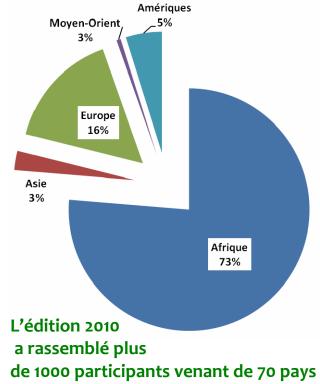
- Ecouter différents points de vue sur les défis liés aux changements climatiques et aux récentes évolutions du marché international du carbone ;
- Débattre avec des développeurs de projets et des spécialistes sur les bonnes pratiques et les retours d'expérience de la mise en œuvre de MDP en Afrique dans un large éventail de secteurs et de technologies;
- Bénéficier de l'enseignement des experts les plus reconnus des secteurs publics et privés sur les visions stratégiques et les décisions destinées à assurer la promotion de MDP dans la région, en mettant l'accent sur la nouvelle approche programmatique du MDP;
- Saisir les opportunités offertes par le Forum pour établir de nouveaux contacts.

Un Forum couronné de succès

L'édition 2010 du Forum Africain du Carbone a été une franche réussite, avec taux de satisfaction de près de 90%. Le Forum est ainsi devenu une interface incontournable dans la mise en relation des développeurs de projets africains, des investisseurs étrangers et des acteurs du marché du carbone, engageant pleinement le continent africain dans le marché des émissions de carbone.

Les 3 raisons principales de ce succès :

1. Le Forum offre une opportunité unique aux acteurs et décideurs politiques impliqués au plan national dans la lutte contre les changements climatiques, aux gouvernements, au secteur privé, aux organisations internationales de s'informer à moindre coût sur les politiques les méthodes les plus récentes en matière de développement, de changements climatiques et des pratiques dans le domaine du financement carbone. Parmi les thématiques abordées figurent le passage à un développement à faible émission carbone, le marché du carbone, les systèmes d'échange des droits d'émissions de Co2, la situation actuelle sur le MDP et les projections futures à son sujet, l'analyse des politiques nationales et internationales d'atténuation des effets du changements climatiques et la facilitation de la négociation des droits d'émission.



- 2. Des ateliers de « mise en relation », (« matchmaking sessions »), permettent aux participants et aux développeurs de projets en gestation liés au MDP, de les présenter à des investisseurs ou des acheteurs potentiels de droits d'émission.
- 3. Les accords conclus fin 2010 à la Conférence de la CCNUCC à Cancún indiquent clairement que les marchés du carbone et les mécanismes de financement pour lutter contre les effets des changements climatiques joueront un rôle primordial dans l'action menée à l'échelle internationale pour y faire face. En ce qui concerne les mécanismes actuellement mis en œuvre, plusieurs estimations indiquent que la demande pour le MDP en Afrique se prolongera audelà de 2012.

Le programme de la conférence

Le programme de la conférence, en cours de développement, sera annoncé très prochainement. Le programme couvrira les sujets suivants :

- La transition vers un Développement durable à faible émission de carbone ;
- Le rôle des instruments financiers de la lutte contre le changement climatique dans la promotion de l'investissement vert ;
- Les défis de l'ingénierie financière dans les projets respectueux du climat ;
- Les villes et le financement- carbone ;
- L'industrie forestière et les REDD (réduction des émissions liées à la dégradation et à la déforestation);
- La montée en puissance de technologies propres et performantes.

Veuillez contacter Samira Elkhamlichi, selkhamlichi@worldbank.org, pour soumettre vos idées ou toute autre suggestion de sujets éventuels de présentation en session plénière ou en atelier de formation.

Qui sont les organisateurs ?

La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Basé à Bonn en Allemagne, le secrétariat de la CCNUCC apporte un soutien organisationnel ainsi qu'un service d'expertise technique aux négociations et institutions de la CCNUCC et au Protocole de Kyoto. Dans ce mandat est inclus l'appui au Conseil exécutif du Mécanisme de Développement Propre (MDP), par le biais duquel les projets montés dans les pays en développement permettent d'acquérir des crédits vendables en réduisant les émissions de gaz à effet de serre. On compte à présent plus de 2520 projets enregistrés au titre du MDP dans 69 pays. En dépit du succès avéré à stimuler des investissements dans l'atténuation des changements climatiques et dans le développement durable, il reste encore beaucoup à faire pour que le MDP prenne de l'ampleur dans les pays les moins développés. Contact : Danielle Violetti, dvioletti@unfccc.int, www.unfccc.org

Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (UNEP) et son Centre Risoe du PNUE est l'organisme désigné du système des Nations Unies pour répondre aux questions environnementales au niveau local et international. Son mandat est de coordonner l'élaboration d'une politique environnementale consensuelle, en examinant l'Environnement l'échelle mondiale et en portant à l'attention des gouvernements et de la communauté internationale toute problématique environnementale d'actualité pour qu'elles s'en saisissent. Le travail du PNUE met l'accent sur le renforcement des liens entre la durabilité environnementale et le volet économique des prises de décision, une liaison favorisant l'élaboration de nouvelles politiques publiques et le développement du marché. Dans le domaine des changements climatiques, son approche vise à réduire les obstacles au développement du marché, à renforcer les capacités, et à alléger les coûts et les risques d'entrée de nouveaux acteurs, tant dans les secteurs public que privé. En tant que membre fondateur du Nairobi Framework, le PNUE collabore avec d'autres agences onusiennes et divers autres partenaires, et le PNUD en particulier, sur une gamme d'activités visant à aider les pays africains à devenir plus actifs dans le marché du carbone. Contact : Miriam Hinostroza, milh@risoe.dtu.dk, www.uneprisoe.org

Association internationale pour l'échange de droits d'émission (IETA). Créée en 1999, IETA est une organisation à but non lucratif représentant le secteur privé qui œuvre à établir un cadre international fonctionnel et efficace pour faciliter le marché de droits d'émission de GES. Parmi ses membres figurent des entreprises mondiales de premier plan prenant une part active dans le cycle de l'échange des droits d'émission; lesquelles visent à développer un système d'échange des droits d'émission débouchant sur une réduction véritable et vérifiable des gaz à effet de serre, tout en assurant l'équilibre entre efficacité économique d'une part et responsabilité environnementale et justice sociale d'autre part. IETA, dont le siège est à Genève, est aussi représentée à travers ses bureaux de Bruxelles, San Francisco, Washington et Toronto. Contact : Cédric Ammann, ammann@ieta.org, www.ieta.org

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Principal point d'entrée des Nations Unis en matière de développement, le PNUD cherche à aligner problématiques de développement humain et efforts de gestion des impacts des changements climatiques en favorisant les activités d'atténuation et d'adaptation aux effets des changements climatiques tournées vers le progrès socio-économique. Avec 5 milliards de dollars US dédiés à son portefeuille d'activités dans l'énergie et l'environnement, le PNUD est l'un des principaux pourvoyeurs de fonds en matière d'assistance technique dans le domaine des changements climatiques. Présent sur le terrain dans 166 pays, le PNUD a tissé des liens solides et fondé une confiance réciproque avec les gouvernements, les acteurs de la société civile et le secteur privé. Au cours des sept dernières années, le PNUD a contribué aux activités de développement des capacités dans plus de vingt pays de toutes les régions du monde. Aux plans local et international, les activités de développement des capacités du PNUD ont été soutenues par la mesure systématique et la compilation des meilleurs pratiques et retours d'expérience sur le MDP, disponibles dans une large gamme d'outils éducatifs et de publication. Contact : Matt Spannagle, matt.spannagle@undp.org www.undp.org

L'Institut des Nations Unis pour la Formation et la Recherche (UNITAR) a été créé en 1965 dans le but d'offrir des outils de formation innovants et de conduire des recherches sur les systèmes de connaissance développant les compétences de ses bénéficiaires ; essentiellement des acteurs gouvernementaux, des autorités locales et des parties prenantes issues de la société civile. Dans ce cadre, le Programme des Changements Climatiques (CCP) de l'UNITAR vise à développer la capacité de participation des bénéficiaires, en particulier des pays en développement (PED), à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC). L'UNITAR-CCP s'est aussi engagé à soutenir les PED, plus particulièrement les pays les moins avancés (PMA), à préparer et mettre en œuvre leur programme d'action national d'adaptation (PANA), à coordonner et mobiliser des ressources à travers son réseau de centres d'excellence régionaux, et enfin à créer et accroître leur expertise nationale, régionale et locale sur différents thèmes de l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques ainsi que d'autres programmes de formation et de recherche. Contact : Mamadou Moussa Diakhité, mamadou.diakhite@unitar.org, www.unitar.org

La Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le développement (CNUCED). Depuis sa création en 1964, la CNUCED promeut activement la participation et l'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale. Dans le cadre de ce mandat, la CNUCED s'est progressivement positionnée comme une référence institutionnelle d'appui aux processus d'élaboration des politiques de développement. Le programme sur le changement climatique de la CNUCED joue quant à lui un rôle prépondérant dans le cadre des négociations internationales sur le changement climatique, qu'il s'agisse de l'analyse des effets des changements climatiques au niveau global et sur le développement humain, comme de l'élaboration de réponses stratégiques et concertées du système des Nations Unies. Plus spécifiquement, le programme soulève les questions économiques liées aux changements climatiques et aux implications de ces derniers sur le commerce et le développement. A travers son expertise analytique et technique pointues en matière de renforcement des capacités, le programme assiste les pays en développement dans l'identification des opportunités offertes par le Mécanisme de Développement Propre ainsi que dans la définition de stratégies d'émission de carbone de faible intensité pouvant attirer des investissements dans des secteurs nationaux porteurs. Il est également impliqué dans la mise en œuvre du Dispositif de Nairobi. Celui-ci encourage la collaboration et la coordination inter-agences pour l'appui et la participation des pays en développement, et plus particulièrement ceux d'Afrique sub-saharienne au MDP. Contact: Lucas Assunção, lucas.assuncao@unctad.org, www.unctad.org

La Banque mondiale (BM). La Banque mondiale se donne pour mission d'aider les pays en développement et leurs communautés à atteindre les objectifs de réduction de la pauvreté et de développement durable en travaillant conjointement avec ses partenaires. A cette fin, elle se concentre sur la mise en place d'investissements pour le climat, sur création d'emplois verts et l'implication des populations les plus pauvres dans les processus de développement. Répondre aux effets du réchauffement climatique en s'appuyant sur les mécanismes du marché est un élément essentiel de sa mission principale. La Banque mondiale a également joué un rôle pionnier dans la création du marché-carbone, et a déjà investi près de 2 milliards de dollars pour promouvoir les projets d'atténuation-carbone, notamment en Afrique. Le renforcement des capacités des pays en développement et leur soutien technique est un effort important de la Banque mondiale, qui vient compléter ses activités de financement carbone. Le programme « Appui au financement carbone » (« Carbone Finance Assist ») concentre les activités de renforcement des capacités mis en place par l'Institut de la Banque Mondiale. Contact : Samira Elkhamlichi, selkhamlichi@worldbank.org, http://wbi.worldbank.org/wbi/about/topics/climate-change

La Banque Africaine de Développement (BAD) est un contributeur significatif dédié au développement en Afrique, créée en 1964 afin de contribuer au développement économique durable et au progrès social de ses pays-membres africains. A cet effet, la banque a mobilisé ses ressources pour, entre autres, répondre au défi du réchauffement climatique en Afrique. Le plan d'action sur les changements climatiques de la BAD couvre trois domaines : la transition vers un développement à faible émission carbone, l'adaptation aux changements climatiques et l'établissement d'une plateforme de financement associant plusieurs options de financement. La BAD a déjà identifié des investissements contribuant à l'atténuation et à l'adaptation aux effets négatifs du réchauffement climatique pour près de 11,5 milliards de dollars ; près de 5,6 milliards pour soutenir une croissance faible en carbone et 5,8 milliards de dollars d'investissements soutenant un développement favorisant la résilience climatique. La banque a aussi complété une série de programmes de renforcement des capacités sur les REDD+ (réduction des émissions liées à la dégradation et à la déforestation) dans la région. Récemment, la banque a lancé le Programme de soutien au carbone en Afrique avec pour objectif de fournir une assistance technique permettant aux développeurs de projets de naviguer dans le marché de MDP. Contact : Uche Duru, u.duru@afdb.org

Information & Inscription

L'inscription est gratuite pour tous les participants

Pour de plus amples renseignements, veuillez écrire à Miriam Hinostroza, acf@risoe.dtu.dk

Le programme de la conférence

Pour obtenir des renseignements, ou pour soumettre de nouveaux sujets merci de vous adresser à Samira Elkhamlichi, selkhamlichi@worldbank.org

Devenez exposant du Forum Africain du Carbone

L'espace d'exposition fournit un cadre idéal aux exposants pour mettre en valeur leurs produits/services, développer leur réseau d'affaires et interagir avec les participants du forum.

Nos prestations comprennent:

- Un stand dans la zone d'exposition
- Votre logo imprimé sur le guide de la conférence et de l'exposition distribué à tous les participants
- Votre logo sur le matériel de communication imprimé et publié en ligne
- Votre logo sur la signalétique de l'événement
- Votre logo sur le site internet de l'événement

Coût: 4,000 €

Contact: Marion Gilodi, gilodi@ieta.org, +41 22 737 05 03

Devenez sponsor du Forum Africain du Carbone

Sponsor du Forum Africain du Carbone

Les sponsors du Forum parrainent la venue de participants africains. Ils bénéficient en échange d'un stand dans l'espace d'exposition et d'une grande visibilité pendant toute la durée du Forum.

Coût: min. 15,000 € - comptant ou en nature (comprenant une participation d'un minimum de 25%)

La réception du Forum Africain du Carbone

Unissez-nous à nous et invitez les participants à l'activité sociale du Forum qui fournit un cadre idéal pour développer et renforcer votre réseau d'affaires.

Coût:1,800€

Contact: Marion Gilodi, gilodi@ieta.org, +41 22 737 05 03

www.africacarbonforum.com

Nous nous réjouissons de vous accueillir à Marrakech!

Conjointement organisé par :



















